



Mobilisation le 29 septembre 2026

LA CASSE DE LA FONCTION PUBLIQUE, ÇA SUFFIT !

La CGT appelle à une journée de grève et de mobilisation le 29 septembre

Depuis quelques années, la Fonction Publique a changé de visage :

- **Un point d'indice bloqué au minimum, entraînant des salaires en dessous du SMIC !**

862 000 agents perçoivent l'indemnité différentielle pour amener leur rémunération au niveau du SMIC : cette indemnité n'est pas prise en compte dans le calcul de la retraite, tout comme l'IFSE.

- **Une perte MASSIVE de pouvoir d'achat :**

Entre 2000 et 2026, l'inflation est de +53%, alors que le point d'indice, lui, n'as pris que +16%. La différence est énorme, et la perte impressionnante.

- **Des postes non remplacés et un recours aux agents contractuels accru :**

Les contractuels représentent déjà plus d'un quart des effectifs de la FPT : contrats précaires, salaires moindres, retraites fragilisées. La masse salariale devient donc la principale variable d'ajustement des collectivités.

- **Des décrets qui pleuvent et actent la casse du statut des fonctionnaires :**

Passage à 90% les trois premiers mois pour les arrêts maladie, puis passage à demi-traitement pendant 9 mois, avec toujours le jour de carence. Dans le privé, 75% environs des entreprises bénéficient d'accords ou de mutuelles qui prennent en charge les jours de carence.

Début de la possibilité des contrôles à domicile lors des congés maladie, par toute personne habilitée, et arrêt de la rémunération en cas d'absence ou de refus du contrôle.

Une possibilité de rupture conventionnelle reconduite, mais qui interdit tout retour dans le public pendant 6 ans, au risque de devoir rembourser les indemnités, alors que cela ne concernait que la collectivité d'origine auparavant.

Des gels et annulations de crédits qui pourraient aller jusqu'à 10 milliards d'euros et qui actent une volonté de destruction des Services Publics par l'État.

POURQUOI FAIRE GRÈVE

Dans la territoriale, nous avons la possibilité de ne faire qu'une heure de grève : *plus d'agents se déclarent grévistes, plus la pression est forte sur l'État et sur nos employeurs !*

Même calcul dans les cortèges : si l'intégralité des agents est dans la rue, cela veut dire que les Services Publics ne fonctionnent plus et donc, que l'économie du pays est ralentie.

Parce que se mobiliser, ça marche !

1936 : congés payés, semaine de 40 heures, délégués du personnel.

1968 : +35 % du SMIC, +10 % sur tous les salaires, droit syndical.

1995 : échec de la réforme des retraites.

2006 : retrait du « contrat première embauche ».

La CGT des Services Publics revendique :

- **Égalité salariale femme/homme**
- **Un poste permanent = un titulaire**
- **Plan massif de titularisation des contractuels**
- **L'augmentation du point d'indice à 6.50€**
- **Abrogation des mesures qui précarisent les agents**
- **Annulation de l'art 135 de la loi de finances 2026, qui ampute le CNFPT de 45 millions d'euros.**